





MONTAUBAN PPDC  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Retrouvez l'actualité  
du SNUipp - FSU  
82 sur notre site et  
sur 

 23 Grand'Rue Sapiac  
82000 Montauban  
 05-63-03-57-81  
 06-82-30-11-88  
 [snu82@snuipp.fr](mailto:snu82@snuipp.fr)  
<http://82.snuipp.fr>

Bout de Craie,  
bulletin syndical d'informations distribué à TOU-TE-S  
les enseignant-e-s des écoles du Tarn-et-Garonne.

La section du SNUipp-FSU 82 est ouverte du lundi au jeudi de 9h à 17h (au moins...), le mercredi de 9h à 12h.  
Des enseignant-e-s y exercent leurs missions d'élu-e-s du personnel et de militant-e-s syndicaux.  
N'hésitez pas à nous solliciter !

**Édito**  
**Guillaume Mangenot**  
co-secrétaire du  
SNUipp-FSU 82

### On passe à l'action ?!...

n°113 OCTOBRE 2020  
Déposé le 09/10/20

Tel le roseau, les enseignant-e-s plient mais ne rompent pas.

Faisons un petit retour en arrière : l'année scolaire précédente a débuté par la consternation et la colère suite au suicide de Christine Renon. Elles s'est poursuivie par un engagement très important des enseignant-e-s dans la mobilisation contre la réforme des retraites. Lors de la 2ème partie de l'année, nous avons connu les foudres de l'application de la loi de la transformation de la Fonction Publique en même temps que les errances ministérielles du confinement-déconfinement avant de subir un prof-bashing qui a renvoyé Sibeth, elle-même, aux fraises.

Passé le choc, ravalée la colère, lors de l'été 2020, on se met à trembler à la perspective d'un avenir plus qu'incertain. Les témoignages oraux et écrits pleuvent. Actuellement, 2 semaines après la rentrée scolaire, l'année 2020 continue de semer le chaos : l'impréparation gouvernementale occasionne des dégâts dans les écoles et dans les services administratifs. **Après le présentiel et le distanciel, nous connaissons depuis 1 mois le démerdentiel.**

Le leitmotiv de Blanquer semble être : enseignant-e-s, rompez mais sans rompre...

Et pourtant, qu'a révélé la crise sanitaire ? Que notre société contemporaine ne peut tenir que par **des services publics renforcés**, seuls garants des valeurs républicaines.

Alors, oui, certain-e-s d'entre nous perçoivent une attitude moribonde voire défaitiste parmi les collègues qui auraient tellement pris l'habitude de courber l'échine qu'elles-ils finiraient par faire le dos rond face à toute nouvelle mesure gouvernementale ou ministérielle, comme si cela ne les affectait pas. Ce serait une erreur que de penser cela. S'arrêter à un constat alarmiste ou préoccupant occulterait les sentiments profonds qui traversent notre profession. Colère, besoin de reconnaissance, engagement indéfectible malgré tout, besoin d'informations concrètes,... Les retours de la profession et de la société dans son ensemble véhiculent un véritable rejet de la politique libérale appliquée à l'école publique.

Le terrain actuel semble réellement préparé à engager la **lutte**. Celle qui doit être menée pour répondre à l'épidémie libérale et capitaliste. **LIRE LA SUITE EN PAGE 2...**



**Le Bout de Craie n'est pas à votre nom ?**

**C'est « normal »...**

**Nous ne connaissons pas encore les écoles de rattachement de tou-te-s les collègues.**

**N'ayant plus accès aux informations concernant la mobilité des PE (à cause de la loi de la transformation de la Fonction publique d'août 2019), nous diffusons ce BdC avec les anciennes affectations.**

**Vous pouvez nous signaler toute « erreur » par mail : nous rectifierons.**

**Normalement, nous devrions avoir les listes fin octobre - début novembre.**

Trimestriel Dépôt légal N°243 Prix 1 €  
Abonnement 15 €  
Ce bulletin est imprimé par nos soins.  
ISSN 1240-2400 CPPAP N° 0525 S 06506  
Directeur de publication :  
Guillaume Mangenot  
Bout de Craie,  
bulletin syndical du SNUipp-FSU 82

Sommaire :  
Page 1 : édito G. Mangenot  
Page 2 : brèves du SNUipp-FSU 82 + suite édito  
Page 3 : article (S. Rubio) + témoignage  
Page 4 : bulletin d'adhésion  
Encart : 20 pages DROITS ET CARRIÈRES  
(A CONSERVER PRÉCIEUSEMENT)



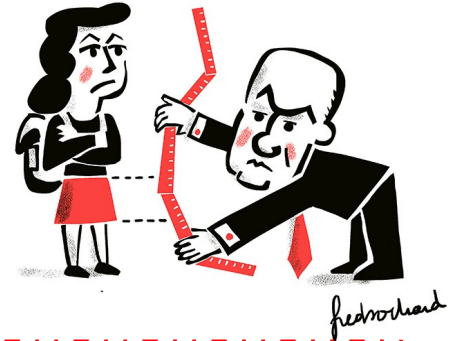


Vous trouverez ici différentes « brèves » et informations diverses.

Pour suivre les informations concernant la COVID et d'autres actualités, consulter nos lettres d'infos adressées aux écoles et aux adresses mails perso.

Envoyer un mail à [snu82@snuipp.fr](mailto:snu82@snuipp.fr) pour qu'on vous rajoute à la liste de diffusion.

L'ÉPIDÉMIE PROGRESSE. HEUREUSEMENT, BLANQUER PREND DES MESURES.



**Mobilisé-es et solidaires dans le 06 !**

Les Alpes Maritimes et plus particulièrement les vallées du Haut pays, du Var, de la Vésubie, de la Roya ont été endeuillées et dévastées par les intempéries de ce week-end dans le sillage de la tempête Alex.

La reconstruction sera longue, douloureuse, pénible.

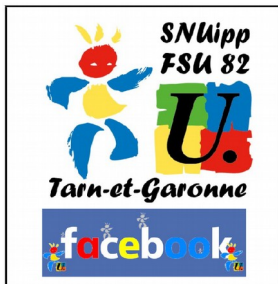
D'ores et déjà, au lendemain des ces événements dramatiques le SNUipp-FSU 06 et la FCPE 06 répondent présents pour soutenir, accompagner, aider aux récoltes des moyens d'urgence nécessaires pour construire l'avenir.

C'est ainsi que nous organisons une collecte de fonds qui sera reversée au Secours Populaire Français pour venir en aide au plus vite aux personnes touchées par la tempête et poursuivre l'indispensable solidarité.

Ensemble, unis, nous agissons pour dépasser ce drame.

POUR marquer votre SOLIDARITÉ avec les populations impactées, SOUTENEZ l'appel aux dons lancé par le SNUipp-FSU 06 et la FCPE 06 en cliquant ICI :

<https://www.leetchi.com/fr/c/5Y0BX03w>



Notre page facebook est suivie par plus de 7700 personnes !

Elle est consultable par toute-s, même si vous n'avez pas de compte facebook... Allez y faire un tour, ça balance et ça fait marrer !



**12 octobre, 17h15-19h30 :**

RIS « Quelle direction pour quelle école ? » La direction d'école, quoi, quand comment ?...

**17 octobre :** journée internationale du refus de la misère

**17 octobre :** action en cours...

**23 octobre :** date limite pour envoyer les documents pour participer au stage syndical AESH-enseignant-e-s (détails et infos sur notre site)

**7 novembre :** date limite pour envoyer les demandes de participation au stage du 8 décembre.

**17 novembre :** RIS « Obéir, désobéir, quels sont mes droits ? » 17h15-19h30 à Montauban

**24 novembre :** stage syndical AESH et enseignant-e-s FSU 82 – 9h-16h30 (lieu précis à déterminer)

**8 décembre :** stage syndical « Militer, résister : viendez ! » Ouvert aux adhérent-e-s du SNUipp-FSU 82 (infos à venir)

**Suite de l'édito...**

Notre syndicat, au sein de la fédération, prône un syndicalisme de **lutte** et de transformation sociale. A nous de le faire vivre, au quotidien. Actuellement, le minimum à exiger et à clamer haut et fort : qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur, **imposons la démission de Jean-Michel Blanquer, auteur d'une méfiance jamais égalée et porteur d'un projet qui nuira à l'École pendant de nombreuses années encore.**

Comme l'a si bien écrit cet enseignant, militant pédagogique et syndical, « face à la stratégie du choc scolaire mise en place par Blanquer, résister est impératif » (Julien Cristofoli, dossier de 8 pages publié sur son blog hébergé par Médiapart et également disponible sur notre site départemental).

Le SNUipp au sein de la FSU peut être cette force qui structure la résistance, pour l'école publique et pour la société de demain.

Pour conclure, à moins de 2 ans des échéances présidentielles et à un peu plus de 2 ans des prochaines élections professionnelles, il est urgent de restaurer notre action syndicale au sein de la classe (avec une **lutte** enseignante de réappropriation du métier) et au sein des classes (avec une **lutte** des classes ouvrières face à l'oligarchie néolibérale). Les mesures sociétales imposent que de réelles réponses soient apportées face aux **urgences sociales et environnementales.**

Comme pour le réchauffement climatique, c'est le même constat : il est temps de se réveiller. Il est bientôt déjà trop tard.

**Collègues enseignant-e-s et AESH, ensemble adhérons et ré-adhérons massivement au SNUipp-FSU !**



## La guerre des nerfs a commencé

En 2019 dans un communiqué de presse sur sa loi dite de transformation de la fonction publique Olivier Dussot disait vouloir instaurer « plus d'ouverture et de souplesse dans le recrutement ... en contrepartie de garanties renforcées ». Dans le monde merveilleux des ultralibéraux traduisez cela par : limiter les droits des personnels et embaucher un max de contractuel.le.s.

Cette loi vise en fait un triple objectif : diminuer le nombre de fonctionnaires, en finir avec leur statut (notamment en introduisant une rémunération au « mérite ») et privatiser des secteurs entiers en les externalisant. Et pour parvenir à tout cela, quoi de mieux que d'écarter les syndicats, garants de la transparence et de l'équité et empêcheurs de saccager en rond !

La loi prévoit donc pour aller plus « vite » (on a vu comme le mouvement s'est déroulé l'année dernière, la bonne blague). avec la fin des CAPD mutation, détachement et avancement. Entendu, dura lex sed lex. Mais la loi a été interprétée au sens le plus large possible : plus de CAPD congé formation ou dispo non plus, puisque d'après nos gouvernants, c'est de la mobilité, au même titre que la mutation. Ben oui, ne faites pas semblant de ne pas comprendre, c'est évident voyons. La FSU et le SNUipp continuent de **dénoncer cette loi qui détruit les services publics et amenuise les droits des personnels et de demander son abrogation.**



Malgré toutes ces attaques, ce n'est pas suffisant pour notre ministre.

Lorsque nous avons demandé la liste des agent.e.s et leur affectation (nous avons un peu de la presse syndicale à leur envoyer notamment) ainsi que celle des retraité.e.s, nous avons eu la désagréable surprise d'apprendre que le ministère refusait que les DSDEN communiquent ces documents secret/défense au nom d'on ne sait quoi. **Le 82, comme beaucoup d'autres sections départementales du SNUipp-FSU a donc saisi la CADA (Commission d'Accès aux Documents Administratifs) qui vient de rendre des avis favorables à nos demandes.** Nous attendons donc que l'administration soit contrainte de nous transmettre ces documents qui nous permettent d'exercer notre rôle de délégué.e des personnels.

C'est dans l'ADN de notre syndicat de lutter pour conserver ou acquérir des droits, comme celui de vérifier que toutes les opérations concernant la carrière sont équitables. La guerre des nerfs a commencé et nous comptons bien la gagner.

**Syndiquez-vous, donnez du poids à la 1ère organisation syndicale du 1er degré pour vous défendre et promouvoir une École Publique de meilleure qualité !**

Article écrit par  
Sandra Rubio  
co-secrétaire du  
SNUipp-FSU 82

M. l'Inspecteur,

### Témoignage d'1 directrice d'école du 82

15 septembre 2020

Par ce mail je viens vous exprimer tout mon désarroi et ma très grande lassitude dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire au sein de l'École de .....

Dès les premières heures de cet épisode inédit, j'ai été sur le front, j'ai rencontré, informé, rassuré les familles à l'annonce des cas avérés COVID. Mercredi matin, j'étais au portail, je rencontrais les familles et prenais le temps de les rassurer. A ce moment là, même dans l'appréhension de se savoir cas contact, je pensais naïvement que tout serait carré et se déroulerait conformément à un cadre strict. Cela a tenu 2 jours à peine.

Les familles des enfants contacts n'ont pour l'instant toujours pas été contactés par la CPAM (à J+11). Or les deux classes sont fermées par décision préfectorale jusqu'au 18 septembre. Là sont arrivées des multiples questions des familles sur les arrêts de travail, les gardes d'enfants...auxquelles bien évidemment je ne sais absolument pas répondre. Ces questions relèvent de la compétence de la CPAM totalement inexistante à ce jour.

Il faut faire face à l'exaspération des familles, à leur désarroi pour beaucoup, et prendre le temps de parler avec eux, pour éviter de "perdre" les enfants, conserver le lien, la confiance... En même temps je suis leur seul interlocuteur...

A ce jour, je n'arrive plus à contacter l'ARS. Je les sais sûrement débordés, mais plus aucun interlocuteur à l'autre bout du fil. Un répondeur seulement où on laisse des messages. Mais personne ne vous rappelle.

Tout cela est chronophage, surtout lorsqu'on est chez soi, en quatorzaine également car enseignante d'un des enfants positifs COVID. A ces dysfonctionnements de liaison entre services, s'ajoute la violence de se savoir "personne contact" alors que depuis 5 mois, dans la sphère privée, on fait tout pour éviter de l'être.

Oui je suis aussi en colère que l'institution nous ait fait croire qu'elle nous protégeait, alors qu'il n'en est rien. Il faut que cela change, que nous soyons dotés de moyens suffisants et efficaces ! La perspective de transmettre potentiellement à ses proches est encore plus violente, et ça, l'institution n'en aucune idée et n'en a sûrement cure !

Et puis on continue de gérer, même à distance, tout l'administratif de l'école: la préparation des élections, des APC, le dossier de la classe découverte déjà reportée une fois mais qu'il va falloir sûrement annuler avec tous les problèmes de trésorerie que cela cause en terme de remboursements ou pas..., les diverses réunions (mairie, de rentrée...) à caler, organiser, dans le respect du protocole sanitaire....etc....

Maintenant comment gère-t-on l'après? Comment s'organise le retour à l'école (pour les enfants et les enseignants contacts)? A quelles conditions? Quels justificatifs demander, si on doit le faire?

Tout cela reste encore inconnu. Aucun jalon, aucun repère, des informations contradictoires, ou bien aucune information, voilà mon quotidien de directrice depuis la semaine dernière.

Le doute, souvent, de savoir si on a fait comme il faut, les nuits hachées à réfléchir encore et encore.

Depuis le mois de mai nous mettons tout en œuvre pour continuer à faire tourner la machine, comme qui dirait. Même si on sait que la maintenance est défectueuse, voire inexistante, on tente malgré tout le dépannage au système D jusqu'à épuisement.

La continuité pédagogique se révèle inefficace dans un tel contexte. Les familles priorisent les modes de garde" dépannage "car ne bénéficient d'aucune information et guidage des services compétents. Aberration sanitaire suprême, par manque d'information, par urgence personnelle, on découvre des enfants sur le lieu de travail des parents, ou pire, gardés par les grands-parents... Inutile de vous dire que la continuité pédagogique n'est alors pas la priorité!

Voilà mon sentiment, M. l'Inspecteur. Je sais que vous êtes attentif au désarroi, aux problèmes rencontrés par les directeurs et directrices. Mme ..... médecin DSDEN est aussi une personne attentive. Mais cela n'est rien face à une institution et des services qui préfèrent se boucher les oreilles et faire comme si tout allait bien plutôt que de faire face et améliorer ce qui aurait eu le temps d'être amélioré depuis de longs mois.

Depuis plus de 20 ans que j'ai mis mes compétences au service de cette institution qu'est l'Éducation Nationale, j'ai, pour la première fois, réellement, le désagréable sentiment que nous ne sommes en aucune façon considérés, et ce ne sont pas les 450 euros de prime à la fin de l'année qui vont y changer grand chose!

Le ras-le-bol est en train de s'installer, de miner petit à petit mes convictions les plus profondes et mon énergie surtout.

Les directeurs d'école ne sont pas des chefs d'établissement, n'en ont ni la formation, ni le salaire, ni le personnel administratif, et pourtant nous devrions en assurer les charges et même celles qui relèvent de services spécialisés inexistants?

Après les louanges ministériels de fin d'année scolaire précédente, vient le temps de la déconfiture. Cela n'aura pas été long: une semaine après la rentrée nous vogueons contre vents et marées avec un bateau qui prend l'eau!

Voilà M. l'Inspecteur, mon sentiment sur la situation dans laquelle je me trouve. Et je sonne aujourd'hui la sonnette d'alarme car l'année scolaire ne fait que commencer!

Cordialement  
Mme .....  
directrice désespérée

Courriel anonymé et diffusé  
avec l'accord de la collègue

